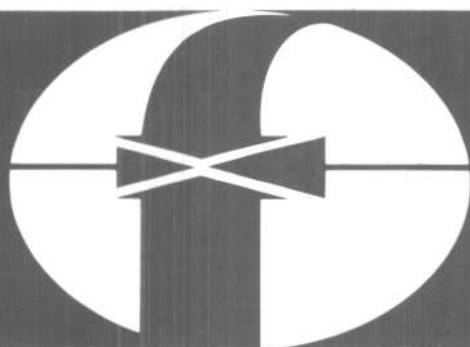
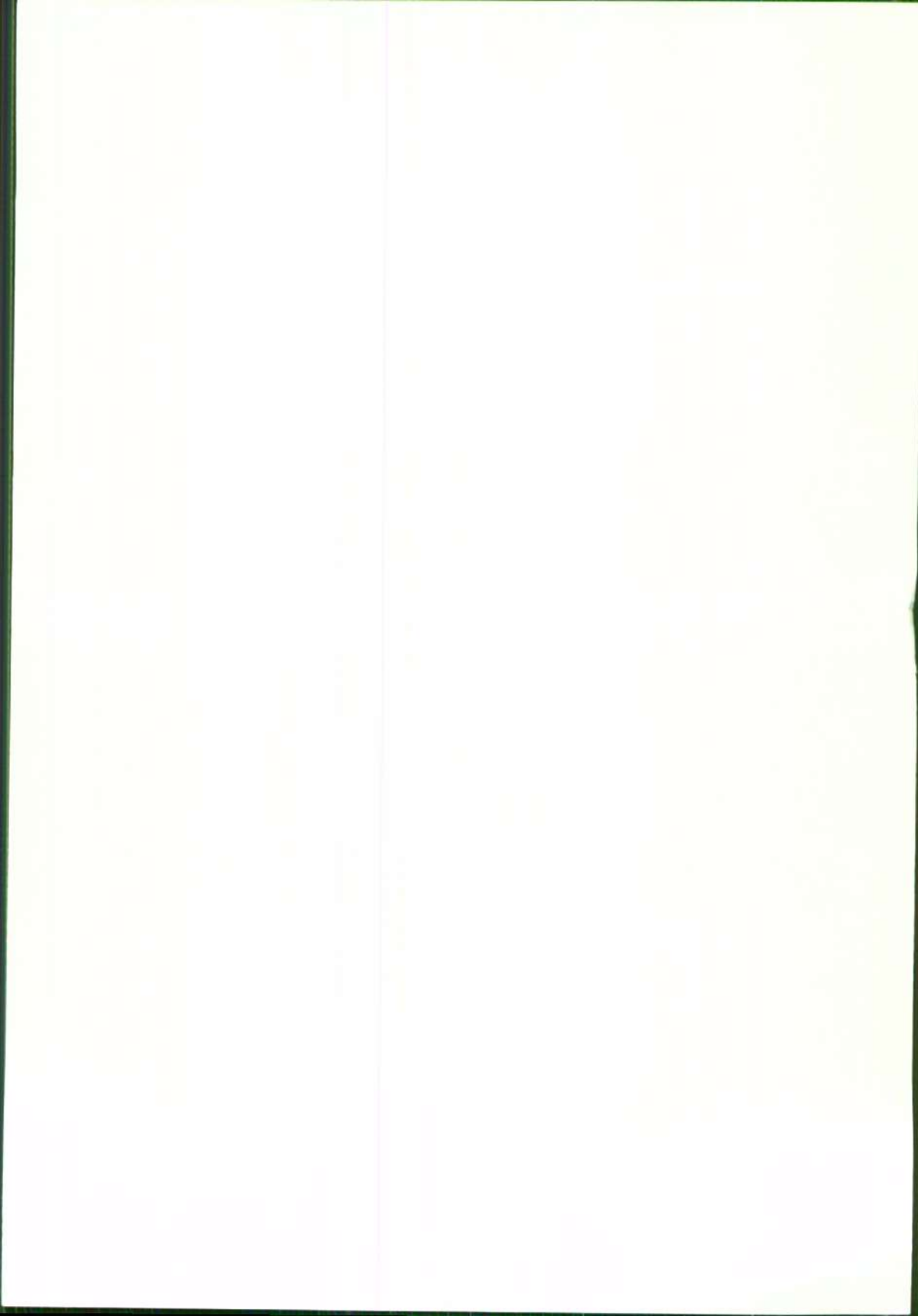


Finafrica Bulletin

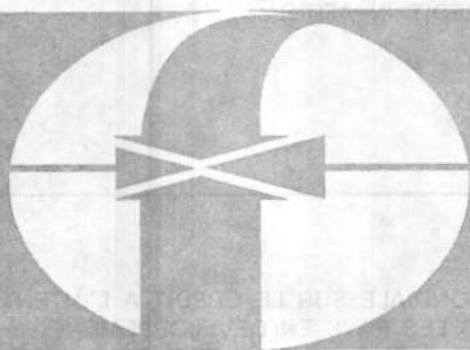


CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

1 - 1976 - III



Finafrika Bulletin



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

1 - 1976 - III

BOARD OF EDITORS

MANAGING EDITOR

CONSEIL DE REDACTION

DIRECTEUR

Arnaldo Mauri
(Università di Milano)

Francesco Arcucci (Università di Parma), Sergio Bortolani (Università di Urbino),
Paolo Mottura (Università di Parma), Roberto Ruozi (Università « L. Bocconi »)

ASSISTANT EDITOR

Mario Masini
(Università di Genova)

ASSISTANT DE REDACTION

Contents

WORLD CONFERENCE ON CREDIT FOR FARMERS IN DEVELOPING COUNTRIES - FAO - ROME 14-21 OCTOBER 1975. OPENING STATEMENT by Giordano Dell'Amore	13
AGRICULTURAL CREDIT IN ZAIRE by Bruno Rossignoli	14
MONEY AND CREDIT IN AFRICA	29
ITALIAN SURVEY	33
AFRICAN SURVEY	38
BOOK REVIEWS	40

Sommaire

CONFERENCE MONDIALE SUR LE CREDIT A L'INTENTION DES AGRICULTEURS DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT - FAO - ROME, 14-21 OCTOBRE 1975. DISCOURS D'OUVERTURE par Giordano Dell'Amore	3
LE CREDIT AGRICOLE AU ZAIRE par Bruno Rossignoli	28
MONNAIE ET CREDIT EN AFRIQUE	29
NOUVELLES ITALIENNES	33
NOUVELLES AFRICAINES	38
REVUE BIBLIOGRAPHIQUE	40



CONFERENCE MONDIALE SUR LE CREDIT A L'INTENTION DES AGRICULTEURS DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

FAO - ROME, 14 - 21 OCTOBRE 1975,

DISCOURS D'OUVERTURE

J'adresse avant tout un salut très cordial à toutes les personnes ici présentes qui ont confirmé par leur grand nombre le vaste intérêt que suscite cette Conférence.

Je tiens aussi à exprimer mon remerciement pour avoir eu l'honneur d'être appelé à présider ce Congrès solennel qui marquera, j'en suis certain, une étape décisive dans les efforts internationaux en vue du développement du crédit agricole dans les pays émergents.

Il y a des années que ce problème fait l'objet de nombreux congrès spécialisés et d'intéressantes publications ont été largement diffusées par la F.A.O. sur la question. Je me fais donc l'interprète de la profonde satisfaction du monde rural tout entier pour le travail qui a été fait sous la conduite magistrale du Directeur Général, M. Boerma, et pour l'organisation de cette Conférence qui résume l'oeuvre hautement méritoire accomplie jusqu'ici. Cette Conférence se propose en effet de synthétiser les principales conclusions d'un vaste débat dont le but serait d'établir de façon organique les directives à suivre dans un proche avenir. Ce débat devient d'autant plus significatif que l'on peut compter sur la présence des plus hauts représentants de la Confédération Internationale du Crédit Agricole, auxquels j'adresse un salut particulier en les félicitant de l'activité que la Confédération déploie depuis des années, par les soins d'une commission spéciale, pour la solution des problèmes du crédit dans les pays en voie de développement.

Dans ma qualité de Président de la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, j'ai été heureux de diriger le groupe de travail qui s'est occupé, au sein

de la F.A.O., de la préparation des documents nécessaires à la rédaction du rapport introductif dont chaque participant a reçu un exemplaire. D'éminents spécialistes de la F.A.O. ont collaboré à ce travail avec quelques-uns de mes disciples particulièrement qualifiés dans le secteur du crédit agricole. J'adresse à eux tous un vif remerciement, notamment à Mr. Roberts, auteur du texte du rapport général qui concerne surtout les petits exploitants des pays africains, mais dont l'intérêt s'étend à tous les continents.

Il n'y a rien de surprenant dans l'apport de la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde à la réalisation de cette initiative. L'Etablissement occupe en effet une situation prééminente parmi toutes les Caisses d'Epargne du monde et désire contribuer par différents moyens au développement économique international. Il possède notamment une vocation particulière dans le secteur du crédit agricole ce qui l'a amené à devenir la principale source de financement de l'agriculture italienne à travers toute une série d'interventions en faveur du développement technique et social de la population rurale du pays.

Une étape importante de cet effort de propulsion a été marquée lors de la construction du FINAFRICA, qui organise depuis 1967 des cours annuels de spécialisation bancaire pour les jeunes africains désireux d'approfondir leur qualification professionnelle dans les établissements de crédit de leur pays. Jusque ici, non moins de 456 jeunes, venus de 35 pays, ont fréquenté ces cours entièrement aux frais de la Cassa avec des résultats fort satisfaisants qui confirment la grande utilité de cette initiative. Les cours ont lieu dans un édifice spécialement construit pour héberger les jeunes boursiers.

En 1971, la Cassa a convoqué à Milan une Conférence pour la mobilisation de l'épargne dans les pays africains. On a vu participer à cette Conférence, en tant qu'invités de la Cassa, quelques centaines parmi les plus hauts dirigeants de ces pays, dont des ministres financiers, des gouverneurs de banques centrales et les directeurs généraux des principaux établissements de crédit du continent africain. Grâce aux discussions qui ont eu lieu et aux conclusions auxquelles on est parvenu, cette Conférence a fait faire un grand pas en avant dans l'étude des problèmes de l'épargne qui est l'une des colonnes du développement du crédit agricole. Par la suite, en septembre 1973, la Confédération Internationale du Crédit Agricole, pour célébrer le 150ème anniversaire

de la fondation de la Caisse d'Epargne lombarde, a organisé à Milan, sous ma présidence, un Congrès mondial, particulièrement consacré au crédit agricole dans les pays africains, où ont été présentés un bon nombre d'excellents rapports qui ont été utilisés pour les travaux préparatoires de cette Conférence.

Entre-temps, cependant, en 1972, se concluait un accord entre la F.A.O. et la Cassa pour la constitution du groupe de travail que nous avons déjà mentionné et que je remercie à nouveau pour son activité féconde de ces trois dernières années qui se conclut par la Conférence que voici.

Il serait trop long d'énumérer dans le détail tous les *meetings* et les séminaires que le groupe d'experts et la F.A.O. elle-même ont tenus ces dernières années et qui ont eu lieu dans différents continents et en présence de très nombreux spécialistes. Il est toutefois intéressant de signaler que toute l'activité préparatoire organisée dans ces trois ans présente deux caractéristiques fondamentales:

1) Elle a tendu surtout à étudier les conditions des petits agriculteurs, avec la participation de représentants de ces derniers, ce qui nous permet d'affirmer que les conclusions issues de ces nombreuses réunions reflètent également, en illustrant leurs caractéristiques et en indiquant les mesures susceptibles d'améliorer l'efficacité de ces systèmes sur le plan structural et fonctionnel.

2) On a toujours encadré les problèmes du crédit agricole dans l'étude des systèmes bancaires existant dans les différents pays en voie de développement, en illustrant leurs caractéristiques et en indiquant les mesures susceptibles d'améliorer l'efficacité de ces systèmes sur le plan structural et fonctionnel.

On peut donc affirmer que le rapport introductif présenté au Congrès est le fruit médité d'une étude approfondie des exploitations agricoles aussi bien que des systèmes bancaires, effectuée avec la participation directe des principaux représentants de ces deux secteurs économiques fondamentaux.

Les enquêtes effectuées ont eu surtout pour objet les petites exploitations rurales qui représentent la grande majorité des agriculteurs des pays en voie de développement. Ces pays ne manquent certainement pas de grandes exploi-

tations qui se consacrent spécialement aux cultures destinées aux courants d'exportation vers les régions les plus avancées des différents continents.

Mais la plus grande partie de la production provient de petits exploitants qui constituent le tissu fondamental des économies en voie de développement où 70 % environ de la population active travaille dans les champs, souvent sans posséder la terre, avec une forte pression démographique et un pourcentage élevé de jeunes forces de travail qui cherchent en vain des emplois plus rémunérateurs et sont souvent à l'origine d'inquiétants remous de nature sociale.

Les petites exploitations agricoles sont souvent caractérisées par une rentabilité modeste, fluctuante et très inégalement répartie. Cela vient en partie de l'absence de cadastres réguliers et des défauts du régime foncier rendus encore plus graves par le nomadisme fréquent, les propriétés collectives et les jouissances en commun des faibles surfaces à la disposition de chaque exploitation. Un développement rural accéléré est impossible sans une circulation libre et intensifiée de la propriété foncière capable de permettre aux exploitants d'atteindre les dimensions les plus rentables et d'améliorer la mobilité sociale.

Il faut ensuite combattre sans délai la préférence très répandue pour les productions agricoles qui tendent essentiellement à subvenir aux besoins familiaux: ces orientations expliquent le faible rapport entre le volume global des récoltes de chaque pays et la quantité offerte sur le marché où les échanges ne peuvent assurer une rémunération satisfaisante même à cause de la faible force contractuelle des producteurs alors que les prix à la consommation présentent des écarts énormes par rapport à ceux qui sont payés aux agriculteurs.

Il n'y a donc rien de surprenant dans le fait que dans la majeure partie de ces exploitations, à caractère familial, l'économie de subsistance n'offre pas la possibilité d'accroître les capitaux propres par des taux suffisants d'autofinancement. Le crédit des différentes catégories devient donc le seul moyen d'améliorer la production et, de ce fait, un facteur essentiel du développement économique et social des pays en question.

Ajoutons que la plupart des exploitations manquent d'activités zootechniques

qui pourraient leur permettre, grâce à un roulement rapide des fonds, une gestion financière plus élastique et moins dépendante des sources exogènes de capital de gestion. D'autre part le progrès économique se heurte aussi aux traditions religieuses et sociales qui se dressent souvent contre toute innovation salutaire dans la production et empêchent des échanges monétaires copieux en laissant survivre de vastes zones d'économie tribale.

Un crédit agricole plus abondant et plus facile à des taux supportables doit donc se proposer en premier lieu d'accroître la rentabilité de ces petits exploitants, en la rendant moins oscillante, mais cet objectif ne pourra pas être atteint si les améliorations financières n'entraînent pas la formation généralisée d'entrepreneurs agricoles capables d'exploiter leur terre selon des critères économiques et de contribuer à augmenter sensiblement le produit national.

Les régimes coloniaux du passé ont entravé de différentes manières l'accroissement de ces entrepreneurs.

Le problème fondamental de l'évolution des pays en voie de développement n'est donc pas exclusivement financier du moment qu'il est représenté par la formation d'une classe solide d'agriculteurs indigènes, professionnellement préparés à affronter à leurs risques, avec l'aide de capitaux appropriés, les aléas des cultures et des élevages. L'expansion du crédit agricole ne peut être un instrument fécond en résultats sociaux que si elle contribue à atteindre cet objectif prioritaire moyennant un programme organique d'instruction professionnelle et une large diffusion d'infrastructures susceptibles d'accroître la rentabilité des exploitations et de la rendre moins aléatoire.

Dans la plupart des pays émergents, l'organisation fonctionnelle du crédit agricole est compliquée par l'activité d'innombrables bailleurs de fonds privés non institutionnels, souvent représentés par des épargnants qui investissent une partie de leurs revenus dans le milieu local où ils résident en octroyant des prêts en argent à des taux habituellement très élevés que les agriculteurs doivent subir à cause de leur manque de force contractuelle et de l'absence d'autres sources de crédit moins onéreuses. Les taux d'intérêt, souvent usuraires, sont dus aussi, cependant, aux risques que présentent ces prêts caractérisés par un haut degré d'immobilisation et par les aléas des récoltes qui compromettent leur remboursement intégral en temps voulu.

Souvent, la survie de ces sources de financement privé est en rapport avec

certaines activités commerciales. Ces *money lenders* sont alors des accapareurs de récoltes locales dépendant d'une chaîne plus ou moins nombreuse de marchands, qui à leur tour écoulent certains produits même à travers les entreprises d'exportation.

On note un progrès considérable lorsque ces fonctions de crédit et d'écoulement commercial sont systématiquement remplies par des organismes associatifs constitués par les producteurs. Sur l'activité de ces coopératives, qui revêtent des caractéristiques très différentes suivant les pays, le Congrès devra s'entretenir longuement, non seulement pour relever les avantages financiers qu'elles représentent par rapport aux épargnants privés dont nous avons parlé, mais surtout pour déceler les améliorations qu'il faut apporter à leur gestion pour rendre plus efficace ce genre répandu d'intermédiaire commercial et de crédit.

Quoi qu'il en soit, il est évident que s'il faut encourager ces associations, ne serait-ce que pour favoriser la consolidation des rapports d'entraide entre les petits exploitants, le système de crédit à préférer est celui qui s'axe surtout sur la constitution et la consolidation des établissements qui se spécialisent dans le financement systématique de l'agriculture.

Des établissements de ce genre existent déjà dans de nombreux pays sous des dénominations différentes, avec des structures très différenciées et des orientations fonctionnelles éthérogènes. Les enquêtes approfondies qui ont été effectuées à ce sujet nous amènent à conclure que, en raison de circonstances géographiques, sociales et historiques qui sont en rapport aussi avec les régimes coloniaux précédents, il n'existe pas de système décidément préférable aux autres. On peut cependant affirmer que le succès de l'activité de ces établissements repose sur les principes généraux suivants. Ces établissements doivent:

- 1) Opérer à travers de nombreux guichets disséminés dans les campagnes, en contact direct avec les agriculteurs.
- 2) Disposer de moyens financiers suffisants et être en mesure de les fractionner au maximum entre leurs clients ruraux, sans que des entreprises agricoles de vastes dimensions accaparent une quote excessivement élevée des

prêts et menacent d'avoir mainmise sur la gestion des établissements de crédit.

3) Se servir d'un personnel dirigeant et exécutif hautement qualifié, complètement au courant de la mentalité particulière des exploitants de chaque zone et des caractéristiques du régime foncier.

4) S'intéresser non seulement aux opérations d'emploi en faveur de l'agriculture locale, mais aussi de la collecte de l'épargne qui s'accumule parmi les populations des différentes zones. Les prêts représentent l'instrument économique susceptible d'accroître les revenus des exploitations créditées et de promouvoir de nouvelles épargnes volontaires qui peuvent être affectées aux opérations d'emploi. Ces établissements peuvent déployer ainsi des fonctions essentielles aux fins de la mobilisation et de la valorisation des épargnes rurales.

5) Combattre avec la plus grande vigueur le détournement de cette épargne vers les centres urbains pour alimenter le processus d'industrialisation, car ce dernier doit tirer ses fonds d'autres sources et éviter d'appauvrir les campagnes qui ont absolument besoin d'utiliser les revenus qui se forment sur place pour assurer des bases financières suffisantes à leur développement économique et social.

6) Réduire au maximum leurs frais de gestion afin de minimiser l'écart entre taux d'intérêt actifs et passifs et d'accorder les prêts aux conditions les moins onéreuses.

7) Avoir autant que possible une nature publique, pour éviter le risque de poursuivre des objectifs de profit privé qui pourraient rendre les conditions de crédit extrêmement lourdes. La nature publique doit cependant éviter qu'il n'entre en jeu des pressions politiques capables de compromettre les résultats économiques et sociaux en faveur de l'agriculture.

Tout ceci nous amène à conclure que les établissements de crédit agricole doivent être assujettis à une législation spéciale qui devra résoudre également le problème de la zone territoriale respective. Si ces établissements n'ont pas de circonscription nationale, il serait opportun de constituer un organisme

central qui coordonne l'activité des différents établissements existants et qui facilite également l'octroi de prêts à moyen et long terme dont l'agriculture de tout pays ressent un besoin croissant. Ces prêts ne peuvent être stipulés que moyennant l'émission de titres à revenu fixe et difficilement les banques de petites dimensions parviennent à classer ces titres à des conditions favorables.

De toute façon, le développement des établissements de crédit agricole de toute catégorie est étroitement lié à la politique de gestion des banques centrales qui ont été constituées dans presque tous les pays émergents après la conquête de l'indépendance politique, souvent en transformant les anciens conseils monétaires qui avaient eu un rôle très utile par le passé dans l'attente de devenir des institutions plus conformes aux exigences d'un milieu économique nouveau.

En effet, il ne s'agit pas seulement d'émettre et de gouverner la monnaie légale et de déployer une action anticonjoncturelle systématique, mais aussi de maximiser le taux de croissance et de remplir les fonctions d'organes financiers centraux spécialisés dans la surveillance et la discipline des systèmes bancaires et dans le développement des marchés financiers, qui n'existent actuellement que dans quelques pays et avec une activité très réduite.

Ces fonctions sont essentielles surtout dans le secteur du crédit agricole qui, dans bien des cas, ne pourrait être octroyé sans les refinancements — rées-comptes et avances — de la banque centrale. Celle-ci doit en outre empêcher que l'épargne accumulée dans les campagnes ne soit détournée vers les centres urbains au profit du processus d'industrialisation. L'industrialisation peut réduire le poids démographique qui accable les petites exploitations rurales, mais souvent elle détourne des cultures et des élevages les jeunes forces qui devraient donner la relève aux exploitants.

Même des interventions systématiques de la banque centrale se révéleraient inefficaces sans l'aide des pouvoirs publics qui doivent de plus en plus se consacrer à assurer un système efficace du crédit agricole. Les subsides accordés parfois aux petits exploitants peuvent sans doute se révéler utiles, mais ils ne valent pas les garanties de l'Etat visant à réduire les risques d'insolvabilité qui pèsent sur les établissements financiers en raison aussi des défauts que présente souvent la législation sur les garanties collatérales qui assistent les prêts

accordés aux exploitants. Il faudrait surtout adopter une politique financière qui ne compte pas trop sur les épargnes collectées par les guichets postaux. Ces épargnes sont souvent indispensables pour soutenir la Trésorerie publique, mais elles sont en grande partie systématiquement soustraites aux agriculteurs car les guichets postaux ne sont pas faits pour faire refluer vers la terre les revenus que celle-ci permet de réaliser. Il faut donc encourager les gouvernements des pays qui sont en train de transformer ce système primitif de collecte de l'épargne et qui couvrent par d'autres moyens leurs besoins financiers.

L'Etat peut en outre favoriser l'agriculture en intervenant dans la réalisation d'infrastructures nécessaires comme l'amélioration des communications dans les campagnes, l'extension de l'irrigation, l'augmentation de la capacité de stockage, en contribuant ainsi au soutien des prix des récoltes et en évitant que les agriculteurs soient obligés d'accélérer l'écoulement de leurs produits au détriment de leurs bénéfices d'exploitation.

Mais, toujours dans le but de défendre les intérêts des agriculteurs, il est indispensable d'entreprendre une action publique qui tende à rendre moins fluctuants ces bénéfices par la stabilisation des prix de certains produits fondamentaux de la culture et de l'élevage, en tâchant de les harmoniser avec les coûts des facteurs de production. Il est donc nécessaire d'adopter une discipline qui évite également les fréquents déséquilibres entre les prix agricoles et ceux de l'activité industrielle. A ce propos il faut donc combattre les mesures qui tendent à réduire les bénéfices des agriculteurs, afin de freiner la hausse des salaires dans les entreprises manufacturières qui opèrent dans les villes.

Cette discipline, si elle était respectée, pourrait se révéler beaucoup plus profitable pour les agriculteurs que certaines interventions visant à octroyer directement des capitaux aux établissements qui financent l'agriculture, ou à réduire les taux d'intérêt que ces derniers appliquent à leurs clients du secteur rural.

Ce bref exposé nous autorise à confirmer que le problème du financement de l'activité agricole, surtout en faveur des petits exploitants, ne peut être résolu uniquement en opérant une révision pondérée de l'organisation actuelle du crédit agricole dans les différents pays. Il est en effet indispensable d'encadrer cette action dans une vision plus vaste et plus complexe de l'amélioration gé-

nérale du milieu rural, afin de consentir une incessante évolution de la qualité de la vie sociale et la promotion d'une classe d'exploitants indigènes professionnellement préparés à augmenter la rentabilité de leurs exploitations.

Pour atteindre ce but, il ne suffit pas d'avoir des établissements qui s'occupent de la formation d'une abondante épargne rurale volontaire et qui soient suffisamment assistés par les banques centrales et par des financements étatiques ou internationaux. Sans aucun doute l'activité de ces établissements, en rapport étroit avec des organismes associatifs constitués par les exploitants, peut être favorisée par une certaine réduction des taux d'intérêt des prêts, mais le crédit à bas coût ne suffit pas à assurer une assistance financière systématique aux petits exploitants s'il n'est pas doublé d'un ensemble de services qui consentent d'accorder des prêts avec la plus grande sollicitude, avec des procédures simplifiées et avec le minimum de risques pour les établissements financiers.

Tout cela exige des programmes à long terme tendant à réaliser un développement agricole intégré où le crédit représenterait une condition de succès subordonnée à des interventions publiques cohérentes pour défendre l'agriculture contre la dépression où elle se débat par rapport aux autres secteurs de la production.

On comprend aisément que ce n'est pas en abandonnant le crédit agricole aux libres forces du marché qu'on atteint ces objectifs, mais plutôt en opérant une programmation d'investissements publics divers qui s'inspire aux intérêts économiques et sociaux de chaque pays et de tous les continents en voie de développement.

Giordano Dell'Amore

**WORLD CONFERENCE ON CREDIT FOR FARMERS
IN DEVELOPING COUNTRIES**

FAO - ROME, 14 - 21 OCTOBER 1975

OPENING STATEMENT

SUMMARY

After mentioning CARIPLO's early commitment to agricultural credit problems both in Italy and in developing countries, Professor Dell'Amore touches upon the main aspects of a sound credit policy for the rural sector. First, it is stressed that in developing countries credit availability for small farmers is restricted by a host of interrelated factors, including land tenure, subsistence oriented production, technical and administrative education, functional organization of agricultural credit, marketing channels. Co-operative structures can help in reaching the small farmer if operated through an extensive network and managed, in the interest of the smaller participants, by skilled administrators. Public policy, however, is the basic factor of success: savings promotion and credit supply in rural areas will not be effective if legislation, government investment and the central bank do not supply the needed complementary inputs both at the functional (e.g., anti-cyclical policies, liquidity policies for agricultural credit institutions, etc.) and at the structural level (e.g., investment in a new financial system, in rural infrastructure, in education, etc.).